

# tribune

socialiste

## Au Bureau politique de la Ligue Communiste

Hebdomadaire du  
Parti Socialiste Unifié

Supplément au n° 529  
du 9 mars 1972. — 1,50 F.



**V**OTRE dernière lettre nous amène à vous faire part de nos inquiétudes. Il faut se demander, en effet, si le type de rapports qu'entretiennent depuis plusieurs années le P.S.U. et la Ligue communiste constitue un facteur de progrès pour l'ensemble de l'action des révolutionnaires.

La polémique, en particulier, si elle permet d'alimenter les colonnes d'organes de presse, ne nous paraît pas une méthode suffisante pour surmonter les désaccords au sein du mouvement révolutionnaire. Elle aboutit le plus souvent au rappel des divergences, à l'auto-justification de chacun devant ses propres militants.

Vous consacrez votre lettre à répondre à notre intervention introductive de la rencontre que nous avons eue le 26 octobre dernier. Cette intervention écrite avait pour but, nous vous le rappelons, de mettre en évidence ce qui nous semblait bloquer le débat entre nous.

Vous ne l'avez pas prise ainsi, et au lieu de rappeler ce qui s'était effectivement débattu au cours de la réunion, vous avez choisi la polémique sur le texte. Nous pensons et vous devriez en être d'accord, que le mouvement révolutionnaire ne peut se consacrer à ce genre de polémique dans une période où notre problème à tous est d'accroître les luttes de classes que le parti communiste français et le parti socialiste se chargent par ailleurs de canaliser soigneusement afin qu'elles ne risquent pas de nuire à leurs futures opérations électorales.

Nous avons quant à nous, lors de notre dernière Direction Politique Nationale, approuvé un rapport du B.N. qui aborde au fond un nom-

bre de questions dont certaines étaient abordées dans votre lettre. C'est autour de trois points essentiels contenus dans notre texte d'orientation stratégique :

— la stratégie des forces révolutionnaires dans la période actuelle, leur rôle dans les mouvements de masse ; la façon dont elles conçoivent l'élaboration d'un programme de transition au socialisme,

que nous pensons qu'il est possible d'aller plus au fond avec vous. Nous ne reprendrons pas ici les développements sur ces thèmes, car vous pouvez les trouver dans « Tribune Socialiste ».

Nous sommes donc d'accord sur votre proposition d'une rencontre nationale de représentants de nos organisations afin d'approfondir nos points d'accord et de désaccord sur la stratégie et la pratique du mouvement révolutionnaire, sur l'élaboration d'un programme de transition au socialisme, sur le rôle des révolutionnaires dans les mouvements de masse.

Nous sommes également prêts à approfondir le débat sur le plan théorique et pratique de nos conceptions différentes de l'action politique.

Afin de pouvoir préparer cette rencontre dans les meilleures conditions nous nous proposons de vous faire parvenir dès sa sortie des presses la brochure que nous préparons sur notre stratégie, afin que vous ayez en main les éléments essentiels au débat.

En espérant, camarades, que ce nouvel échange de correspondance sera positivement dépassé par le débat politique, nous vous adressons nos salutations socialistes et révolutionnaires.

Michel ROCARD

### DÉCOUVERTE ET CULTURE

94, rue N.-D.-des-Champs, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. 325.00.09



Quelques activités de Découverte :

#### Voyages (exemples)

— Un mois au Mali ou au Sénégal :  
Rencontres avec militants politiques et syndicaux.

Connaissance concrète du monde rural par des séjours dans les villages.

— Algérie. Alger, Biskra, Constantine, Annaba...

Visites hôpitaux, écoles, fermes autogérées, usines...

— Albanie :

Séjour en hôtel avec vos enfants si vous le désirez.

Visite d'usines, fermes, etc., discussions, détente.

#### Animation

— Lancement d'un bulletin régulier de liaison entre tous les adhérents au mois d'avril.

— Si vous êtes candidat pour animer un groupe pendant les vacances, faites-vous connaître. Nous vous mettrons en relation avec notre équipe d'animateurs.

#### Activités culturelles

— Nous mettons en place un service de diffusion de films, montages audiovisuels, etc., concernant l'essentiel de la production « parallèle ».

— Nous pourrions vous mettre en relation avec certaines troupes théâtrales, etc.

# Rencontre Femmes

Les 5 et 6 février, s'est tenue la rencontre nationale du secteur « femmes ».

Plus de 80 déléguées ont travaillé pendant deux jours à partir d'un questionnaire élaboré par la Commission « Femmes ».

Quatre thèmes à l'ordre du jour :

- L'emploi des femmes ;
- L'image de la femme dans la société ;
- Maternité - contraception - avortement - crèches.
- L'organisation du secteur « femmes ».

L'essentiel du travail s'est fait dans les quatre commissions. Après une séance plénière d'information réciproque sur la situation du secteur « femmes » dans chaque fédération, et sur les luttes qui ont été menées, les déléguées se sont réunies en commission.

De trois de ces commissions sont sortis des textes unanimes qui après quelques modifications en assemblée plénière, ont été largement approuvés.

En ce qui concerne l'organisation du secteur, après de longs débats en commissions et la présentation d'un texte avec amendements contradictoires, l'assemblée plénière a estimé que l'organisation du non du secteur « femmes » sur la base d'un mouvement de masse autonome par rapport au parti ne devait pas être réglée à la sauvette. La question étant suffisamment importante, il a été décidé par l'assemblée qu'il n'était pas question de prendre le texte « organisation » en considération. La question demeure à l'ordre du jour pour les assises nationales du secteur qui devront se tenir en juin prochain. □

## Commission Emploi

### I. — L'état actuel de la femme dans le système du capitalisme.

L'Etat bourgeois développe au niveau idéologique l'image de la famille « radieuse » et de la femme au foyer, et, dans un même temps par les conditions de travail imposées à la femme (3 X 8, service de nuit dans les hôpitaux, cadences, fatigue accrue) le capitalisme détruit la cellule familiale.

Cette contradiction se reflète au niveau de la femme salariée (35 % seulement le sont — double journée de travail) comme à celui de la femme au foyer qui n'a pas choisi son sort.

Comment cette contradiction se manifeste dans les faits ?

#### 1) Formation des filles :

- A l'école ;
- Dans le primaire : encore très souvent ségrégation entre garçons et filles (couture et danse pour les filles, foot et bricolage pour les garçons) ;
- Dans les C.E.T. : mixité non acquise partout ; secteur spécifique réservé aux filles : dactylo, coiffure, couture ;
- Eventail de professions infiniment plus restreint, malgré la réglementation qui n'interdit pas l'entrée des filles aux C.E.T. dans les sections « Fer », « Mécanique » ;
- Dans les lycées et facultés, très peu de filles sont orientées dans les sections littéraires ou paramédicales.
- En F.P.A. (formation professionnelle des adultes), une minorité des sections est ouverte aux filles, et de toute façon le manque d'équipements collectifs (crèches par exemple), empêche les femmes mariées d'y participer.

#### Mots d'ordre et moyens d'action que nous proposons :

- Le temps de formation professionnelle doit être pris sur le temps de travail ;
- Mixité effective à tous les niveaux ;
- Suppression de la notion de carrières dites expressivement « féminines » qui perpétue l'image de la femme « accueillante au service de » ;
- Nécessité de lutter contre la ségrégation en inscrivant des filles au C.E.T. dans toutes les sections ;
- Susciter à la base par quartiers, par régions, des mouvements de réflexion et d'action sur ces thèmes.

#### 2.) Inégalité et discrimination devant l'embauchage.

- On embauche plus difficilement des femmes mariées, mères de famille, à cause de leur soit-disant absentéisme (maladie des enfants et maternités) ;
- Refus d'embaucher les femmes enceintes ;
- Pour les postes de responsabilité : A qualification et diplômes équivalents, on préfère un homme à une femme ;
- Les femmes acceptent souvent un emploi au rabais pour rester plus près de leur domicile. Toujours par manque d'équi-

mage (pour un même nombre d'heures de travail on utilise deux femmes sur un seul salaire).

Nous devons à la fois attaquer le travail à la carte et le travail à mi-temps en expliquant que c'est à la fois un prétexte pour augmenter le rendement, donc le profit, et ne pas mettre en place les équipements collectifs.

**Travail noir :** Des millions de femmes pratiquent le travail noir (gardes d'enfants, couture, travaux à domicile) pour ne pas perdre l'allocation de salaire unique et ne pas les déclarer aux impôts, mais cet avantage à court terme est récupéré par l'absence de retraite et de déclaration à la Sécurité sociale.

Nous dénonçons comme fausses solutions le travail à temps partiel et le salaire de la femme au foyer, car ces solutions :

- Perpétuent la division du travail hommes-femmes ;
- Maintiennent la notion de salaire d'appoint ;
- et dispensent le capitalisme de mettre en place les équipements collectifs nécessaires.

**d) Problème des auxiliaires :** Dans tous les domaines, l'administration généralise le recrutement des auxiliaires (hôpitaux, enseignement, ministère de la justice), ce qui empêche leur promotion, la sécurité de l'emploi, une progression du salaire, et freine l'action syndicale. Il y a retard de la titularisation pour les femmes enceintes.

**e) Les licenciements, la répression :** Dans un cas de licenciement, ce sont les femmes qui trinquent les premières, car, d'une part elles se mobilisent plus difficilement (notion du salaire d'appoint), et ne trouvent pas le soutien des hommes, à cause de cette même notion du salaire d'appoint.

Ces licenciements servent de tests au patronat pour savoir si les travailleurs se mobiliseront ou se laisseront diviser.

Il faut une bataille idéologique continue contre la notion de salaire d'appoint, pour qu'il y ait une égalité de comportement devant tout licenciement.

**La répression.** — La majorité des femmes sont employées dans les petites entreprises paternalistes et dans les secteurs en régression (bonnetterie, confection) où la mobilisation est difficile.

Nécessité alors de faire une enquête précise dans l'entreprise, de trouver le point sensible qui cristallisera la révolte.

Possibilité aussi de sensibilisation des femmes au niveau des quartiers sur les autres aspects du capitalisme (crèches, transport, loyers, augmentation des prix).

## CONCLUSION

La femme occupe toujours des postes subalternes, qu'elle soit salariée, qu'elle travaille sur l'exploitation agricole ou chez elle.

La force de travail féminine constitue une armée de réserve, un volant de chômage.

L'ensemble des femmes chez elles ou dehors représente une réserve potentiellement utilisable : quand le capitalisme en a besoin, (en temps de guerre par exemple). On crée des équipements collectifs et on vante la libération de la femme par le travail tout en gardant la notion de « service » (pour la patrie).

Actuellement, le capitalisme a besoin d'utiliser 35 % des femmes au dehors, mais quand on les utilise il faut conserver cette notion de salaire d'appoint, sinon la pression sur l'emploi serait trop forte (l'expression la plus organisée de cette armée de réserve ce sont les intérimaires à la disposition du marché du travail, mais qui ne sont pas considérées comme chômeuses quand elles ne travaillent pas).

Le capitalisme, lorsqu'il y est acculé, crée les conditions nécessaires au travail des femmes dont il a besoin (ex. : la location pour frais de garde accordée au-dessous d'un certain salaire qui est celui des femmes non qualifiées dont il a actuellement besoin dans les crèches et dans les hôpitaux).

De toute façon, la femme du milieu populaire appartient à un prolétariat très défavorisé comme les travailleurs immigrés.

Les salariées comme les non salariées doivent en prendre conscience et lutter ensemble pour :

— Le droit au travail et pour une égalité effective devant le travail et avec les hommes ;

— Le travail domestique doit être pris en charge le plus possible collectivement par des hommes et par des femmes ;

— Le travail lui-même doit être repensé dans son ensemble, et la notion de famille également.

## Image de la femme dans la société

Les degrés de conscience de l'aliénation de la femme sont très divers :

— Des femmes refusent cette aliénation, elles n'en ont pas conscience car elles se sentent sécurisées dans le foyer. Il y a cependant un malaise général chez toutes les femmes.

— Certaines trouvent normal cette aliénation, et trouvent que c'est leur rôle de se sacrifier. Elles se valorisent dans ce sacrifice, vivent par procuration, ceci étant aussi vrai pour les femmes au travail.

— D'autres prennent conscience de cette aliénation, mais l'effort pour se libérer apparaît comme une concession de la part du mari.

— Certaines femmes au travail prennent conscience en tant que travailleuses, mais refusent de prendre conscience en tant que femmes. Par leur travail, elles ont l'impression de s'être élevé au niveau des hommes.

— Des femmes de militants correspondent souvent à l'image traditionnelle de l'image de la femme dans la société.

— Les femmes en tant que femmes-objet qui prennent conscience de leur aliénation sont récupérées par la bourgeoisie (publicité, presse féminine), les intellectuelles en prennent plus conscience.

— Dans les milieux sociaux :

— Le sous-prolétariat est tellement écrasé que les femmes n'arrivent pas à prendre conscience de leur aliénation en tant que femmes.

— Le milieu intellectuel prend plus conscience de son aliénation sur le plan idéologique et sexuel, étant moins aliéné sur le plan économique.

— La prise de conscience de « l'aristocratie » ouvrière (milieu de promotion individuelle) est la plus difficile, car les gens ont déjà acquis un certain niveau de confort, et veulent s'intégrer dans la bourgeoisie en refusant de poser les problèmes en terme de lutte de classes.

— Les paysannes ressentent l'exploitation en tant que travailleuses, mais n'ont pas conscience d'être femme-objet ; c'est par le problème de la contraception en particulier que certaines prennent conscience de leur oppression.

— La plupart des femmes n'ont pas conscience de la portée politique de cette aliénation. Le rôle politique de la société capitaliste est de faire croire aux hommes et aux femmes que ce n'est pas un problème politique.

— L'aliénation de la femme est fonction aussi de celle de l'homme.

## ANALYSE POLITIQUE

— La femme est méprisée, même quelquefois inconsciemment.

— Elle est économiquement et socialement dépendante ; elle n'est définie et ne se définit que par rapport à l'homme (problème des célibataires).

— L'idéologie bourgeoise en profite pour faire une discrimination dans le travail de la femme, à partir de ses fonctions biologiques (faible femme qui fait cependant de lourds travaux).

— La société capitaliste valorise le travail reproducteur et le travail à la maison. Il y a contradiction à ce niveau dans la société capitaliste qui a besoin de main-d'œuvre sous-payée, docile, et le besoin démographique qui fait que la femme doit rester au foyer pour avoir des enfants.

— Par contre elle est dévalorisée dans le travail productif.

— Elle est utilisée au maximum comme consommatrice.

— La femme est asservie par le poids de la civilisation chrétienne par la culpabilisation vis-à-vis du travail extérieur, des crèches, de la contraception, de l'avortement, et sa passivité dans les rapports sexuels.

— La femme est marquée par l'éducation dans la famille (coquetterie, poupées...), ensuite à l'école, par le contenu de l'enseignement et l'orientation différente entre garçons et filles, même dans les écoles mixtes.

**Pourquoi cette image de la femme ?**

— Besoin économique.  
— Besoin démographique.  
— Nécessité de la famille qui évite à la société capitaliste des dépenses nécessaires à l'équipement des crèches, écoles, équipements collectifs, et fait du profit à partir de la consommation individuelle (pérennité des biens d'équipement personnels et de la propriété privée).

— Reproduction par la famille de l'idéologie bourgeoise, du principe d'autorité et de hiérarchie.

— La femme, symbole de paix, du repos, empêche la lutte de classes (briseuse de grève).

**MOYENS DE LUTTE - MOTS D'ORDRE**

Il faut distinguer deux niveaux :

1. Le premier à l'intérieur du parti.
2. Le second à l'extérieur du parti.

a) Imposer dans les sections un débat sur la famille entre militants et militantes.

Le problème doit être posé de façon mixte, mais préparé suivant les situations entre femmes d'abord, pour clarifier les problèmes et s'armer pour la discussion.

Problème du gardiennage au parti.  
Démystifier l'image de la femme et son rôle politique, et en tant que personne.

Que les femmes ne soient pas cantonnées à l'intérieur du parti, dans des commissions ou tâches spécialisées (cadre de vie, secrétariat matériel).

b) Démystifier l'image de la femme donnée dans la presse, par des actions concrètes et suivies (fête des mères, crèches, etc.).

Poser dans les crèches le problème de la mixité du personnel.

Lutter contre les crèches à domicile.  
Campagne nationale envisagée pour la démystification de la fête des mères, préparée au niveau régional, et faire le lien avec la consommation.

Propagande pour des équipements collectifs, mais en faisant attention par qui ils seront gérés.

Il faut lutter pour que la femme travaille, mais en sachant que la femme qui travaille dans le système actuel ne se libère pas et que sa libération effective nécessite la révolution socialiste, sans attendre la révolution pour poser les problèmes et lutter.

Articles dans « T.S. » qu'on puisse détacher pour les distribuer.

Articles dans les journaux locaux.  
Nécessité de brochures sur ces questions, avec des analyses politiques, sociologiques, historiques, sur la femme et la famille (France, U.R.S.S., Cuba, Israël, Chine).

## Analyse

Dans le système capitaliste, contrairement aux préjugés, la femme a une activité productrice sur deux niveaux :

1. En tant que travailleuse, la femme participe à la production de plus-value. Elle est sous-payée et joue le rôle de volant de main-d'œuvre.

2. Par sa fonction de reproduction, elle produit les futurs travailleurs et fournit chez elle un travail gratuit d'élevage des enfants. Elle produit et entretient la force de travail. La société ne reconnaît pas ce travail des femmes.

Pourtant l'importance et la valeur de ce travail apparaît lorsqu'il est rétribué (femmes de ménages, puéricultrices, etc.).

Or, l'institution familiale de type patriarcal avec ses rapports de dépendance économique, ses rapports d'autorité, permet et perpétue cette exploitation. Ce type de famille développe l'individualisme et le désintérêt de la vie sociale et perpétue les différences de classes.

La responsabilité des enfants laissée aux femmes (maternité, éducation) maintient la

femme dans la situation de dépendance. La maternité, fonction sociale essentielle, est actuellement considérée comme un handicap. Il ne faut pas nier ce problème, mais il faut forcer la société à l'assumer.

**L'idéologie au pouvoir**

Le pouvoir d'Etat, par des sollicitations économiques et des pressions idéologiques pousse la femme à maintenir son rôle de mère au foyer (salaire unique...).

Pour l'idéologie dominante, la relation avec la mère est considérée comme primordiale, d'où l'aspiration des femmes ouvrières de rester au foyer.

Seul le niveau culturel permet actuellement aux classes moyennes de remettre en question le type d'éducation, et d'enviesager l'intérêt de l'éducation collective en crèche.

## Contraception Avortement

Le principe de la contraception en France est admis, mais son application est entravée. Le pouvoir veut cent millions de consommateurs-producteurs.

La plupart des gouvernements du monde accordent ou non la contraception et son corollaire l'avortement, pour des raisons démographiques, donc économiques, et non pas pour prendre en charge les particularités physiologiques des femmes.

Dans la société capitaliste française, l'expansion économique implique une politique nataliste de classe, ce qui explique que la contraception soit chère, réservée à la classe bourgeoise, la classe ouvrière étant volontairement laissée dans l'ignorance. L'avortement clandestin d'arrière-cuisine, l'abstinence sexuelle, et la méthode « débrouille » sont essentiellement les seules méthodes de planification des naissances chez les travailleuses.

D'autre part, l'idéologie dominante fondée sur le schéma patriarcal provoque des résistances dans le corps médical : l'enseignement de la contraception en faculté de médecine est vu sous un angle pathologique ; de plus les médecins projettent leur morale sur les consultantes en la camouflant derrière des prétextes médicaux.

Il faut obtenir une contraception qui permette effectivement l'égalité homme-femme, et qui libère la femme de sa biologie et de sa physiologie. Ne plus être asservie à ses fonctions est capital pour l'émancipation de la femme, d'une part, et dangereux pour le système d'autre part. En effet, l'intérêt qu'a une femme à utiliser un moyen de contraception est, dans un premier temps, de favoriser les relations sexuelles plus épanouissantes puisque sans crainte d'une grossesse non désirée.

En toute logique, aussi, dans un deuxième temps, une femme libérée sur le plan sexuel, n'attendant pas avec impatience ou anguisse ses règles chaque mois, qu'elle soit au foyer ou dans la vie active, aura moins de blocages psychologiques et sera plus disponible aux problèmes extérieurs, plus disponible pour appréhender les problèmes sociaux, économiques et politiques.

A plus long terme, la contraception, adoptée massivement et sans culpabilisation, changera le rôle de la femme dans la société. Son statut social ne sera pas différent de celui d'un homme. Il est sûr que l'organisation du travail sera à remettre en cause. La femme pourrait alors être à l'égal de l'homme, partie prenante dans le système de production, dans la mesure où la lutte pour la contraception s'inscrit dans une lutte globale contre le capitalisme. Si l'économie était basée sur les besoins de la population, mathématiquement, chaque travailleur, homme ou femme, ferait moins d'heures. Cela résoudrait, entre autres, le problème de la misère sexuelle et affective, la nature des relations changerait, en particulier l'activité sexuelle ne serait plus un devoir. La femme aurait son indépendance économique. Les tâches réservées (on se demande pourquoi) aux femmes seraient partagées. Obligatoirement, l'égalité de l'homme et de la femme se fera car la femme pourra refuser la maternité. La contraception ôte de ce fait le privilège de sexe qu'avait l'homme, elle démolit petit à petit l'hégémonie masculine soigneusement entretenue par l'idéologie dominante, tant dans la classe bourgeoise que dans la nôtre.

A plus long terme encore, la contraception mène vers la liberté de la femme, notamment de la liberté sexuelle. Si la femme, sans crainte de grossesse, peut avoir des

relations sexuelles avec d'autres partenaires, la structure familiale est en danger. Il faut donc tout faire pour conserver une femme aliénée, c'est évident.

En conclusion, la contraception est porteuse d'un germe révolutionnaire car, par un déblocage d'ordre psychologique, elle permet la prise de conscience d'une aliénation. La contraception permet de faire changer les comportements, de faire avancer les mentalités dans une lutte contre l'idéologie dominante, elle est un point de la révolution culturelle qui précipitera la révolution des structures. La contraception doit être massive et gratuite.

Si la contraception est utilisée massivement, le problème de l'avortement sera moins criant. L'avortement, tel qu'il est pratiqué actuellement, est une nouvelle forme d'aliénation. C'est un traumatisme supplémentaire qui n'est qu'un pis-aller. Mais l'avortement, lorsqu'il est ressenti comme un besoin personnel, doit être libre, gratuit, et pratiqué dans les meilleures conditions médicales et psychologiques possibles. C'est pourquoi nous réclamons l'avortement libre et gratuit à la demande.

Dans la pratique nous devons :  
— pousser à l'implantation de l'information contraceptive dans les services de maternité, de gynécologie et de P.M.I. ; sensibiliser les enseignants, les travailleurs sociaux afin que l'éducation de la sexualité fasse partie intégrante de leur action ;

— utiliser le « planning familial » pour qu'il réalise nos objectifs ;

— saisir l'événement pour créer des solidarités face à la répression qui touche les parties prenantes dans le cas de l'avortement, et aussi face à la surveillance « fliquée » des grossesses. Mais évidemment, nous ne défendons pas ceux pour qui l'avortement est une source de profit.

Le parti doit donc, en tant que tel, prendre position sur ces événements et prendre en charge les luttes menées sur cet aspect de la répression.

## Crèches maternelles

Les crèches ont été une création charitable qui répondait à un besoin économique : le travail des femmes, et le besoin de garder les enfants. Elles étaient gratuites.

Le second stade a été la prise en mains par les médecins, et le contrôle des crèches en 45 par la P.M.I.

Enfin, depuis 10 ans, découverte de la fonction éducative de la crèche, qui a un écho dans les classes moyennes.

Cependant la crèche n'est pas un service public :

● elle est payante et grève le salaire des femmes ;

● elle a des horaires rigides ;  
● elle reste fermée à l'extérieur (parents, quartier).

La position de l'Etat :

Il ne veut plus construire de crèches et s'en remet aux collectivités locales qui refusent à leur tour de supporter cette charge.

La crèche à domicile qu'il veut prioriser lui permet de perpétuer les classes sociales. En effet les enfants des classes populaires pourraient recevoir auprès d'un personnel qualifié une éducation qui compenserait le handicap socio-culturel.

Quand les femmes ne travaillent pas, la garde des enfants et le travail ménager sont gratuits pour la collectivité nationale. On voit donc là qu'il y a moyen de faire prendre conscience aux femmes de leur exploitation.

Cependant la classe ouvrière demeure très réticente à l'égard des crèches collectives car l'aspect éducatif n'en a jamais été suffisamment exprimé et qu'il y a eu et il y a encore des crèches caserne, d'où culpabilisation des femmes qui croient abandonner leur enfant. Les femmes trouvent normal de se sacrifier pour les enfants en demeurant à la maison. C'est d'autant plus vrai qu'elles n'ont pas de formation professionnelle.

**LUTTER**

● La crèche doit être un service public : nous n'avons pas à entrer dans les pseudo problèmes de rentabilité. En tant que service public, la crèche doit être gratuite.

● Le besoin de crèches existe-t-il ? Est-il ressenti ? Le besoin de garder les enfants existe. Pour éviter que des solutions individuelles soient préférées, il faut faire exprimer ce besoin en actions collectives et en termes de crèches à contenu éducatif.

Comment le susciter ? Il est vrai que nous manquons de données précises sur la demande, il sera nécessaire que le secteur femmes mène un travail sur ce sujet, en sachant qu'actuellement la demande en crèches ne peut pas s'exprimer dans la mesure où il n'y a pas le choix.

● Le contenu des crèches qui existent est à améliorer (sur l'état actuel des crèches, il sera nécessaire également de recueillir des renseignements) ;

— il est actuellement possible que des infirmeries soient organisées dans les crèches ;

## Arvel

ARVEL s'adresse à ceux qui, pour des raisons familiales, par goût... ou par paresse consciente, veulent donner dans leurs vacances la part du lion au repos, à la détente, au farniente.

ARVEL pour le deuxième été consécutif, propose des séjours de vacances à des prix toujours très compétitifs et pour certains séjours étonnamment bas. A cela trois explications :

1. — C'est une association à but non lucratif ;
2. — Les frais généraux sont réduits au strict minimum (ainsi qu'en témoigne la modestie voulue du catalogue) ;
3. — ARVEL passe des accords avec des associations populaires étrangères, italiennes cette année, qui la font bénéficier des villages qu'elle gère.

Dire que les prix sont finalement accessibles à tous serait sans doute excessif car aucune association non subventionnée ne peut proposer des séjours réellement adaptés aux moyens des travailleurs les plus défavorisés. Il y a là un problème que l'imagination et la bonne volonté ne peuvent résoudre seules.

Cela dit, ARVEL est la seule à proposer des séjours à 360 F. Pour deux semaines en haute saison ! C'est en Italie, suffisamment au Sud pour que la mer soit propre, près de Pescara. ARVEL doit ce séjour à l'association populaire ENAL avec laquelle un accord exclusif a été conclu. Logés dans des bungalows très simples, mais à l'ombre des pins, les hôtes seront à 200 m de la grande plage de sable fin qui s'incline en pente douce vers l'Adriatique.

Un autre séjour dans l'île yougoslave de CRES (proche de la frontière italienne) est proposé à 400 F pour deux semaines. Le logement est prévu chez l'habitant, dans des maisons de pêcheurs construites à une époque où les familles étaient nombreuses et que l'exode rural, là-bas aussi, a vidé.

D'autres séjours sont proposés au Tyrol, dans de bonnes auberges de villages, en Bulgarie, en Tunisie, en Egypte, au Liban, et, de nouveau en Italie et en Yougoslavie en hôtels cette fois.

Si nouvelle que soit ARVEL, elle n'est pas tout à fait débutante puisque l'an dernier 1.012 personnes — dont un petit nombre de lecteurs de « T.S. » — ont utilisé ses services. Et parmi les adhérents (l'adhésion à l'association, dont le montant a été fixé à 10 F, est obligatoire) qui ont répondu au questionnaire-enquête qui leur a été adressé, 92 % ont exprimé leur satisfaction.

Le catalogue est à votre disposition pour vous en dire plus. Nous serons heureux de vous l'adresser.

ARVEL. Délégué général : André BARTHELEMY, 78 bis, rue du 8-Mai-1945, 69-VILLEURBANNE. — Tél. (78) 84.81.24.

ou à Paris : 94, rue N.-D.-des-Champs, PARIS 6<sup>e</sup>. — Tél. 325.00.14.

— il est possible et nécessaire que le personnel soit mixte (remise en question des rôles féminin et masculin dans l'éducation, et nécessaire le relèvement des salaires);  
— il est indispensable que les parents et le quartier contrôlent l'éducation dans les crèches (droit d'affichage, droit de réunion, droit d'y pénétrer pour d'autres que les parents, réunions avec le personnel, etc.).

● Les luttes doivent être menées avec le personnel des crèches en tenant compte de ses revendications.

● Compte tenu de notre perspective : centre de la petite enfance, et de la nécessité de rapprocher, puis de fusionner le lieu de travail et d'habitation, les crèches d'entreprise ne sont pas une véritable solution pour les travailleuses. Mais les luttes qui se mènent dans l'immédiat pour arracher une crèche au patron (sur les hôpitaux, par exemple) sont une avancée politique des femmes. La crèche d'entreprise, ou l'argent arraché au patron pour la construction d'une crèche sur le quartier, doit être sous le contrôle total des travailleurs.

● Une campagne contre-information sur le gardiennage à domicile est nécessaire.

● Les revendications qu'on a pour les crèches, sont les mêmes pour les maternelles. Lutte pour :

— l'ouverture des classes maternelles, pas surchargées, qui permettent l'éducation;

— l'interdiction des tests proposés par Guichard;

— la qualification du personnel;

— contre le service civil des femmes au niveau des maternelles.

● Contre la sélection à la crèche et à la maternelle.

Une perspective qui permet de lier crèches et maternelles est de proposer des centres de la petite enfance. Possibilité de lutter en particulier dans les secteurs

de rénovation. On peut utiliser ces projets pour donner un contenu aux revendications.

Les crèches oui, les maternelles oui, mais nous préférons le service public gratuit : centre de la petite enfance, qui permet à l'enfant de mieux prendre conscience de son environnement et qui tient compte de son évolution affective et psychologique.

## Organisation du "Secteur Femmes" dans le Parti

**Au niveau national :** Nous proposons une commission nationale composée des délégués par région qui se réunit périodiquement et définit la ligne politique des femmes du parti dans leurs groupes d'intervention.

A l'intérieur de ce collectif des déléguées, un secrétariat permanent serait élu, chargé d'une part des relations avec les autres secteurs de lutte du parti, des liaisons avec les autres organisations et d'autre part des questions matérielles (courrier, convocations, etc.).

Nous signalons la nécessité absolue de l'élection de déléguées fédérales ou régionales afin que l'information de la commission « Femmes » ne soit pas court-circuitée par les secrétaires fédéraux.

**Au niveau régional :** Nous proposons une certaine autonomie des régions (ou fédérations), responsables à leur niveau pour ce travail envers les femmes et qui devrait répondre aux besoins plus spécifiques de la région (suivant les traditions, les influences religieuses et politiques du mouvement ouvrier régional).

### LA PRESSE

Sur le plan national : Nous nous proposons la parution d'un bulletin national sur

un thème précis qui fait l'objet d'une campagne nationale impulsée par les militantes du parti (diffusion par vente militante comme « T.S. »).

**Au niveau régional :** Nous proposons (suivant les besoins locaux et les possi-

bilités financières) un bulletin des militantes du P.S.U. traitant des problèmes spécifiques à la région (avec diffusion dans les autres fédérations et également dans les groupes d'intervention où participent les femmes du parti).



Collombert

# Le "secteur voyages" du parti

Le dernier collectif politique voyage a décidé de donner une nouvelle impulsion au développement du secteur voyage du parti : favoriser l'extension de *Découverte et Culture*, obtenir du parti son utilisation politique maximale ; poursuivre l'expérience Arvel ; mettre en place un organisme technique, bureau de prestations de service pour ces deux associations existantes, pour le parti et l'extérieur.

La réussite politique de cet effort ne pourra être que bénéfique pour notre parti.

Une des conditions de cette réussite est la claire conscience que les militants du parti ont de l'enjeu de ce pari, des avantages politiques et matériels qu'ils peuvent en tirer.

## Découverte et Culture

Trop souvent les réalisations du parti sont mal connues, mal utilisées. Chacun, alors, au niveau de sa section, de son groupe, de sa fédération, repart à zéro. Un temps militant considérable est ainsi dispersé pour des résultats inférieurs à ce qu'ils auraient pu être si l'on avait été mieux au fait de l'acquis du parti. Ainsi l'on s'interroge pour savoir comment se confronter, prendre contact avec tel milieu ou tel autre, ou bien l'on s'inquiète des difficultés rencontrées pour capitaliser petit à petit un travail militant pourtant soutenu. Parfois des solutions adéquates existent, ont déjà été expérimentées mais les militants n'en ont pas eu connaissance.

Par exemple l'association *Découverte et Culture*, peut, dans certaines situations, fournir des éléments de réponse et permettre de gagner ainsi un temps précieux.

Mais notre parti en a-t-il parfaitement conscience ?

Or, *Découverte*, créée il y a quatre ans a acquis une riche expérience, elle est aujourd'hui suffisamment rodée pour aborder une nouvelle étape de son développement.

Vous vous devez de la connaître. Sachez l'utiliser.

## Que veut dire travailler avec *Découverte et Culture* ?

— C'est participer à un effort collectif pour dégager par la pratique une conception des loisirs qui ne peut être qu'en opposition résolue avec la conception traditionnelle, bourgeoise, des loisirs.

— C'est utiliser un organisme qui peut vous fournir des prestations pour votre travail de propagande, d'explication politique, pour votre combat sur le terrain des loisirs et de la « culture ».

— C'est, pour les séjours que nous organisons dans un certain nombre de pays, pour les contacts avec des responsables politiques, syndicaux, des collectifs ouvriers, paysans, jeunes, pour les discussions collectives tout au long du voyage, connaître une excellente école pratique de formation.

— Cette expérience peut également créer des liens solides entre

les participants et faciliter le maintien des contacts entre les sympathisants du parti, les adhérents de *Découverte* et vous.

## En ce qui concerne les modalités pratiques

Vous pouvez :

— Vous inscrire seul à l'association et à un de ses voyages.

— Y intéresser quelques personnes de votre entreprise, bureau... et dans la mesure du possible partir avec le même groupe qu'eux.

— Former un groupe complet et l'animer.

Dans tous les cas nous vous donnerons toute l'assistance nécessaire sur le plan technique.

Nous pouvons, si vous nous en prévenez assez tôt, vous préparer à la demande un voyage pour un groupe que vous auriez constitué, si celui que nous avons déjà prévu ne répond pas au désir du groupe.

— Vous pouvez aussi, simplement faire connaître *Découverte* par la diffusion de brochures, d'affiches que nous tenons à votre disposition. Devenez correspondant de *Découverte et Culture*.

## Avec votre concours

*Découverte* doit cesser d'être une association trop strictement centralisée. Certes la nécessité d'une équipe technique, gestionnaire est indispensable et il est vrai que c'est à Paris qu'elle a le plus de facilités.

Mais, par contre, la prise de conscience des besoins réels des adhérents, mieux, leur association étroite à la vie de l'association, l'inventaire des différentes possibilités d'intervention, l'animation, ne peuvent que souffrir d'une centralisation excessive.

Nous vous proposons donc une véritable décentralisation, une démultiplication des centres d'intervention de cette association : d'une part la création « d'antennes régionales » et d'autre part la mise en place de correspondants locaux et de secteurs d'intervention (C.N.E., C.N.A., commission culturelle, enseignement...).

Nous demandons aux camarades qui accepteraient d'être correspondants D.C. de se faire connaître.

Nous demandons aux directions fédérales ou régionales qui seraient désireuses d'étudier avec nous les conditions d'une collaboration permanente de se mettre en rapport avec nous. Des contacts à ce sujet sont déjà pris avec quelques fédérations.

*Découverte* doit devenir un outil politique parmi d'autres à la disposition des militants du parti. Notre combat se poursuit sur tous les terrains aussi bien économique et cadre de vie que « culturel » et loisirs.

● Attention : Si vous êtes sollicités par des adhérents de *Découverte* pour un parrainage (exigé par nous pour les voyages en Palestine et en Albanie, ainsi que pour les séjours chez les paysans) comprenez que ce parrainage n'est pas une simple formalité.